
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. LXXXIX.

Du Vendredi 25 Septembre 1789.

Séance du mercredi soir.

Nous nous empressons de consigner ici un décret encore plus précieux, par l'assurance qu'il donne de la suppression de la gabelle, que par les accessoires dont cette certitude est accompagnée. Il est bien temps que le souverain cesse d'être marchand de denrées de première nécessité, & que l'on coupe une des têtes de l'hydre financière, qui, par ses privilèges exclusifs & ses bénéfices énormes, invitoit à la fraude, à la contrebande, & détournait, par l'appât du gain, les bras de ceux qui doivent rendre la terre fertile & augmenter l'industrie. Ce décret sur la gabelle, a été lu par un des membres du comité de rédaction à l'assemblée qui l'a adopté: le voici.

L'assemblée nationale prenant en considération les circonstances publiques, relatives à la gabelle & aux autres impôts, & les propositions du roi énoncées dans le rapport du premier ministre des finances, du 27 août dernier;

Tome III.

Lisbourg

considérant que par son décret du 17 juin dernier, elle a maintenu la perception dans la forme ordinaire de toutes les impositions qui existent, jusqu'au jour de la séparation de l'assemblée, *ou jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu*; considérant que l'exécution de ce décret importe essentiellement au maintien de l'ordre public, & à la fidélité des engagemens que la nation a pris sous sa sauvegarde; « Voulant néanmoins venir autant qu'il est en elle au secours des contribuables, en adoucissant dès-à-présent le régime des gabelles, » elle a décrété & décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les administrations provinciales, les juridictions & les municipalités du royaume, tant dans les villes que dans les campagnes, veilleront aux moyens d'assurer le recouvrement des droits subsistans, que tous les citoyens *seront tenus d'acquitter* avec la plus grande exactitude; & le roi sera supplié de donner des ordres très-express, pour le rétablissement des barrières & des employés, & pour le maintien de toutes les perceptions.

A R T. II.

La gabelle sera supprimée aussi-tôt que le remplacement en aura été concerté & assuré avec les assemblées provinciales.

A R T. III.

Provisoirement & à compter du premier octobre prochain, le sel ne sera plus payé que 30 livres par quintal, poids de marc, ou six sous la livre de seize onces, dans les greniers de grandes & petits gabelles.

Les provinces qui payoient le sel à un moindre prix, n'éprouveront aucune augmentation.

A R T. IV.

Les réglemens qui, dans plusieurs villes, bourgs & paroisses des provinces de grande gabelle, ont établi le sel d'impôt n'auront plus lieu, à compter du premier janvier prochain.

A R T. V.

Les réglemens qui, dans les mêmes provinces ont soumis les contribuables imposés à plus de 3 livres de taille ou de capitation, à lever annuellement dans les greniers de leur ressort une quantité déterminée de sel, & qui leur ont défendu de faire de grosses salaisons sans déclaration, n'auront plus lieu, également à compter du premier janvier prochain.

A R T. V I.

Tout habitant de provinces de grandes gabelles jouira, comme il en est usé dans celles de petites gabelles & dans celles des gabelles locales, de la liberté des approvisionnemens du sel nécessaire à sa consommation, dans tels greniers ou magasins de sa province qu'il voudra choisir.

A R T. V I I.

Tout habitant pourra appliquer à tel emploi que bon lui semblera, soit de menues, soit de grosses salaisons le sel qu'il aura ainsi levé; il pourra même faire à son choix les levées, soit aux greniers, soit chez les regratiers; il se conformera pour le transport aux dispositions du règlement qui ont été suivies jusqu'à présent.

A R T. V I I I.

Les saisies domiciliaires sont abolies & supprimées. Il est défendu aux employés & commis des fermes de s'introduire dans les maisons & lieux fermés, & d'y faire aucunes recherches ni perquisitions.

A R T. I X.

Les amendes prononcées contre les fauxsauniers coupables du premier fauxsaunage, & non payées par eux, ne pourront plus être converties en peines afflictives; & quant aux fauxsauniers en récidive, les loix qui les soumettent à une procédure criminelle & à des peines afflictives, sont également révoquées; ils ne pourront être condamnés qu'à des amendes doubles de celles encourues pour le premier fauxsaunage.

Les commissions extraordinaires & leurs délégations, en quelques lieux qu'elles soient établies, pour connoître de la contrebande, sont dès à présent révoquées; en conséquence, les contestations dont lesdites commissions connoissoient, seront portées par devant les tribunaux qui en doivent connoître.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE charge M. le président de présenter incessamment à la sanction royale le décret qu'elle vient de rendre sur les gabelles.

Le premier objet dont le comité ecclésiastique s'est occupé, a été l'exécution des arrêtés du 4 août relativement aux dîmes. M. Treillard, chargé de faire le rapport, a dit que les dîmes ecclésiastiques, abolies par cet arrêté, ne l'ont été que sans à pourvoir d'une autre manière aux frais du culte divin, & autres objets énoncés dans l'arrêté; qu'il en résulteroit que les dîmes n'ont pas été abolies sans remplacement.

Le premier moyen du remplacement devoit être tiré, selon lui, des bénéfices qui sont aux économats, moyen insuffisant; le second devoit être trouvé dans le titre des bénéfices qui ne sont pas nécessaires, & qui viendront à vaquer.

Le troisième étoit dans les biens monastiques. M. Treillard ajoutoit qu'il ne falloit pas supprimer d'ordre entier, parce que les pensions des membres de ces ordres absorberoient tous les revenus; mais qu'on devoit seulement faire résilier les religieux de plusieurs maisons moins considérables, dans un certain nombre de maisons du même ordre; alors on pourra disposer des biens des maisons évacuées: mais jusqu'à quel point trouvera-t-on des ressources dans ces opérations? On ne pourra le savoir qu'en se procurant la connoissance de tous les biens ecclésiastiques.

C'est pour parvenir à ces connoissances préliminaires,

que le comité ecclésiastique a proposé le projet d'arrêté suivant.

« L'assemblée nationale, sur le rapport qui lui a été fait par le comité des affaires ecclésiastiques, considérant que le remplacement de celles des dîmes, appartenantes aux ecclésiastiques & gens de main-morte, qui seront dans le cas d'être remplacées, doit s'opérer avant tout, avec les fonds & revenus des titres de bénéfices vacans, ou qui vacqueront dans la suite, & qui ne sont pas nécessaires dans l'église, & aussi avec les fonds & revenus de maisons & établissemens qu'il pourroit être à propos de supprimer.

Ordonne & décrète, 1°. « Qu'il sera fourni par le directeur des économats, un état exact de tout les bénéfices étant actuellement aux économats, de tous leurs revenus, de toutes les charges dont les économats peuvent être grévés, même des états des revenus de tous les bénéfices consistoriaux qui ont été aux économats.

2°. Que le roi sera instamment supplié de suspendre sa nomination à tous bénéfices étant à sa disposition, autres toutes fois que les évêchés & bénéfices à charge d'ame & à résidence, & les bénéfices simples dont le revenu est au-dessous de trois mille livres.

3°. Qu'il sera fourni par les administrations provinciales, municipalités, chambres ecclésiastiques, syndics des diocèses, procureurs généraux, archevêques, évêques, chefs d'ordres & supérieurs de maisons, un état exact de tous les titres de bénéfices, établissemens ecclésiastiques, hopitaux, collèges, séminaires, & communautés étant dans leur ressort, avec un état de tous les revenus desdits bénéfices & établissemens, ainsi que des charges dont lesdits revenus & notamment les dîmes, peuvent être grévées.

4°. Toute personne qui peut avoir des connoissances particulières sur la valeur des biens ecclésiastiques, est invitée à les fournir.

5°. Enfin l'assemblée nationale charge le comité des

affaires ecclésiastiques de suivre avec soin l'exécution du présent arrêté. »

Séance d'hier.

Comment les ennemis du bien public peuvent-ils espérer de faire naître des troubles pour dégrader, aux yeux de l'Europe, une grande nation dont le patriotisme est capable des plus généreux sacrifices. M. le duc de Charot a écrit à l'assemblée, & sa lettre étoit accompagnée d'un don de CENT MILLE LIVRES; ce subside volontaire, acquité en partie en vaisseles d'argent, pour augmenter le numéraire effectif, a été reçu avec les signes les plus bruyants de l'approbation publique, & l'assemblée a délibéré que la lettre de M. le duc de Charot seroit imprimée.

Un membre des communes ne pouvoit pas être si magnifique dans ses dons; il a donné cent louis, formant le cinquantième de sa fortune: nous ne connoissons de lui que le bienfait.

Les sergens du régiment de Besançon ont offert à la nation 600 liv. La société patriotique de Strasbourg a ouvert une souscription honorée du nom de M. de Rochambeau, & dont le produit s'élève déjà à 18 mille liv.

On a fait mention des adresses d'Aix, Sainte-Menehould, Ambert, Caen, Monlouis, Alençon & Pontcroix en Bretagne. Les uns demandoient qu'on s'occupât sans relâche de la constitution; la dernière réclamoit un siège royal & une municipalité.

L'affaire de la ville de Vernon, concernant l'ancienne municipalité & le nouveau comité de pouvoir, a été rapportée par M. Malès, mais le jugement en a été suspendu par l'arrivée de M. le premier ministre des finances.

C'est en vain que le patriotisme paroît échauffer les cœurs, & que le trône donne à la fois de grands exemples de réforme & de générosité. Les coffres forts ne peuvent s'ouvrir sans la confiance, & la liberté est si précieuse,

qu'on ne sauroit l'acheter trop chèrement ; il faut donc de nouveaux sacrifices & des délibérations promptes , avant d'avoir obtenu la constitution si désirée , le *palladium* de la liberté française ; si quelque chose pouvoit faire oublier les dispositions impératives des mandats , & les difficultés qu'on toujours éprouvé les peuples pour obtenir les chartres nationales & la liberté politique , ce seroit sans doute le tableau aussi vrai qu'affligeant des malheurs & des désordres qui menacent l'état , de l'urgence du mal , & de la crise où se trouvent les finances que M. le directeur général a présenté l'assemblée.

Après avoir rendu compte du passé , demandé des secours pour le présent , & fait naître de grandes espérances pour l'avenir , il a cru nécessaire de montrer la pénurie des ressources & le dénuement de la caisse publique ; il avoit l'âme déchirée , disoit-il , de présenter un pareil tableau ; en effet , ce ministère devoit être bien douloureux pour ce sage administrateur , qui avoit laissé la première fois le trésor royal avec un excédent après les dépenses ordinaires ; mais ce ne doit plus être un antre mystérieux , & ce tonneau des Danaïdes a été depuis si défoncé , qu'il n'en reste que des débris.

Mais il faut se relever , a dit le ministre , aider le dévouement du roi au rétablissement de l'ordre , le tirer de l'angoisse alarmante où nous sommes , tenir tête à l'orage , & vous souvenir de ce que vous êtes. Pour justifier ces encouragemens , il a présenté à l'assemblée les divers moyens qui pouvoient sauver l'état , & il a divisé son discours en trois parties.

Dans la première partie de son discours , il a fait le détail des dépenses fixes , du déficit porté à 56 millions ; en y ajoutant 6 millions depuis le dernier état. Il a présenté ensuite le tableau des ressources & des réductions majeures pour balancer le déficit , telles que l'économie de 15 à 20 millions sur les dépenses de la guerre ; d'un

million sur les affaires étrangères ; de 5 à 6 millions sur les pensions ; de 5 millions sur la maison du roi & de la reine , réunies désormais en une seule ; de 800 mille livres pour la suppression des haras , &c.

Ces sommes réunies à un produit d'augmentation des contributions des personnes & des terres privilégiées , aux 7 millions 700 mille livres , pour remise en moins imposé , à 1,800,000 livres pour les travaux de charité , à 4 millions pour frais de vagabondage , ou aux épargnes sur ceux de recouvrement , &c. &c. formoient un total de 61 millions égal au déficit.... Ensuite venoit le tableau des bonifications.

La seconde partie traite des besoins extraordinaires ; on ne peut plus différer ; il faut quatre-vingt millions pour l'année prochaine , & une somme considérable pour les trois mois restans de celle-ci. Tout emprunt est inutile ; ce seroit harceler maladroitement la confiance ; un nouveau moyen est indiqué par le vœu public , par plusieurs membres de l'assemblée & par quelques provinces ; c'est une forte contribution demandée , pour une seule fois , à tous les habitans du royaume , proportionnée aux revenus annuels , & portée au quart de ce revenu , ce qui frappera également sur les hommes du commerce , de banque , d'industrie , d'arts , de profession , de talent , de rentiers viagers , bénéficiers & les usufruitiers.

Quant à la déclaration du revenu à faire par le contribuable , ce serment ne doit être employé que pour des fonctions publiques & des obligations nécessaires ; le serment est une forme qui répugne au roi ; il suffira de dire simplement : *je déclare avec vérité* , &c. , & beaucoup de particuliers donneront davantage ; on a beau calomnier le cœur humain , ces sacrifices publics seront enregistrés dans chaque paroisse , & chacun sera associé ainsi à la prospérité publique.

On décidera quelle modicité de revenu devra être exceptée de la contribution.

Les bijoux, la vaisselle, seroient imposés deux ou trois pour cent de leur capital.

La taxe seroit acquittée en vaisselle ou en argent.

Des commissaires nommés par l'assemblée veilleroient, de concert avec le ministre des finances, à la rentrée des fonds & à leur emploi, selon les dispositions prescrites.

Dans la troisième partie, M. Necker a parlé de l'empressement du roi & de la reine à envoyer leur vaisselle à la monnoie, exemple imité par les ministres, & qui sans doute ne tardera pas à l'être par toutes les personnes riches.

Il a dit que les directeurs de toutes les monnoies du royaume étoient autorisés à donner des récépissés, en réservant aux délibérations de l'assemblée de régler le taux de l'intérêt & le prix du métal; par exemple, 54 livres pour la vaisselle, & six mois sans intérêt.

Il a présenté ensuite la nécessité de ménager la caisse d'escompte dont les services seront décisifs, si son zèle est encouragé; ses administrateurs veulent mettre leurs comptes au grand jour. Il sera peut-être convenable de faire de cette caisse une portion d'un grand établissement, en établissant une banque nationale.

Enfin il a réclamé pour l'intérêt des circonstances, les décrets relatifs au paiement des impositions courantes, & au recouvrement des impositions foncières. Les amis de la liberté publique, disoit-il, doivent embrasser le présent & l'avenir, les spéculations & les réalités; le pouvoir exécutif doit être relevé pour soutenir les loix..... Je vous demande au nom du roi, de la nation & du salut de l'empire, de suspendre vos travaux avancés sur la constitution, pour vous livrer à des délibérations qu'exigent les malheurs de l'état. Calmez les esprits & rappelez la confiance.....

Après ce discours qui a été très-applaudi, M. le président a répondu: « Je vais présenter à la délibération de

l'assemblée nationale le rapport que vous venez de lui faire de la part du roi. Quelques soient les malheurs des circonstances il reste encore à la nation trois grandes bases de confiance , l'assemblée nationale , le roi & , j'ose dire , le ministre qui a bien mérité de l'un & de l'autre ».

M. Dupont de Nemours , entraîné à la tribune par son zèle pour la chose publique , a présenté , avec autant de précision que de clarté , un nouvel ordre de choses , résultant de l'abolition des dîmes & de la vente des biens du clergé , en assurant à ses membres le traitement honorable auquel ils ont droit de prétendre ; l'extension de ce même ordre à l'administration & l'aliénation des domaines ; les principes d'après lesquels on peut asseoir sur cette opération une extension de la caisse d'escompte , ou une banque nationale solidement constituée ; l'avantage que l'on en pourroit tirer en peu de mois , de faire de toutes les caisses de recette des provinces , des caisses de dépense ; d'effectuer le paiement des rentes & des fournitures faites au gouvernement , sans frais , dans toutes les villes du royaume où les propriétaires de ces rentes voudroient les recevoir ; la facilité que l'on se procureroit , par le moyen de cette banque , de rembourser en argent comptant le capital des rentes viagères , au grand avantage des biens & des mœurs , & en soulageant l'état de 50 millions de rentes d'intérêt ; la facilité qui s'ensuivroit de réduire , par des remboursemens successifs , tout les intérêts des dettes de l'état , d'abord à quatre & demi pour cent , & dans la suite à un taux plus modéré.

Cumulant avec ces grandes opérations le tableau des économies & des améliorations possibles , M. Dupont a montré qu'on pouvoit se procurer la disposition d'environ 180 millions de revenu , qui non seulement couvrirait le déficit , mais qui formeroit un fonds respectable d'amortissement & de guerre , un fonds noblement suffisant pour les dépenses imprévues , & l'avantage de pouvoir suppléer

mer les impositions inquisitoriales & les impositions immodérées, comme aussi celui de soulager les classes les plus indigentes, de 20, 30, ou peut-être de 40 millions sur l'imposition directe.

L'assemblée, après avoir applaudi plusieurs fois à M. Dupont, a réclamé l'impression du discours *improvisé* qu'il venoit de faire.

M. de Puzy, sans entrer dans les détails de finance, a prouvé par un discours très-noble & très-énergique, rempli de vérités dures mais nécessaires, combien il importoit de méditer promptement & dans le calme les plans qui venoient d'être soumis à l'assemblée; il proposoit de nommer un comité composé des membres les plus instruits en finance, qui seroient chargés d'examiner & d'approfondir le projet du premier ministre; d'en conférer ensuite avec lui sur les modifications ou changemens à faire, & de l'arrêter avec sa participation avant que l'assemblée délibérât.

Cette proposition devenoit inutile par l'existence d'un comité des *douze*, choisi dans celui des finances; auquel on a renvoyé le plan du ministre, pour être examiné & rapporté samedi prochain.

C'est en vain qu'un grand nombre de membres réclamoient l'adjonction de MM. Dupont & Mirabeau; la *caisse d'escompte* & les *dîmes* sont sur-tout les objets que ces deux commissaires auroient approfondis. On est allé aux voix, & toute adjonction a été rejetée, même celle de M. de Forbonnais, si fameux par ses recherches sur les finances; elle étoit fortement réclamée par M. le vicomte de Noailles.

L'affaire de la municipalité de Vernon a été renvoyée au pouvoir exécutif, c'est-à-dire, au roi. L'assemblée a improuvé la conduite du comité provisoire. Il y a apparence que l'organisation des municipalités sera faite bientôt, & pourra servir à la tranquillité des habitans de Vernon comme des autres parties du royaume.

E R R A T A.

N. B. Au n° LXXXVIII, ligne première de la page 81, lisez *saisir* au lieu de *céder*.

A la ligne 12, lisez *spéculeur* au lieu de *spectateur*.

Page 84, ligne 27, lisez *le* au lieu de *ce*.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N°s. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s., franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement commencera au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.